

Pourquoi Kurz a-t-il honteusement trahi Orban au Parlement européen ? La faute à Soros ?

écrit par Collonia Agripinensis | 13 septembre 2018

Kurz, élu en octobre dernier en Autriche, grâce à des positions très proches de celles de Salvini et d'Orban, a lâché Orban hier. Pourquoi ?

<http://resistancerepublicaine.com/2018/09/13/orban-payé-son-plus-grand-crime-dire-du-bien-de-salvini/>

Une enquête datant de novembre 2017 éclaire les choses... les liens de Kurz avec Soros, entre autres. Enquête confirmée, d'ailleurs, par un journal hongrois en anglais : <https://thehungaryjournal.com/2018/04/29/szijjarto-austrian-president-siding-with-soros-and-migrants/>

ENQUÊTE EXCLUSIVE : QUELS LIENS UNISSENT SEBASTIAN KURZ ET LES RÉSEAUX SOROS ?

[Pierre-Antoine Plaquevent](#)

Nous publions ici en une enquête inédite sur les liens existants entre l'ECFR -European Council on Foreign Relations et l'Open Society Foundations de George Soros. Le prochain chancelier autrichien Sebastian Kurz étant membre de l'ECFR, il est nécessaire de se pencher sur l'action d'influence que joue l'ECFR auprès de l'Union-Européenne, notamment en ce qui concerne la question migratoire. Un dossier réalisé par Pierre-Antoine Plaquevent, journaliste indépendant.

Les dernières élections législatives autrichiennes, ont vu la victoire du Parti Populaire Autrichien (ÖVP) avec un peu plus de 31 % des voix devançant ainsi le Parti Social-Démocrate (SPÖ), et le Parti de la Liberté (FPÖ), la formation populiste menée par Heinz-Christian Strache.

Une alliance historique avec la droite nationale autrichienne se profilant à l'horizon : le jeune leader de l'ÖVP, Sebastian Kurz, travaillant actuellement à la création d'une coalition de gouvernement avec le FPÖ. Agé d'à peine 31 ans, le prochain chancelier autrichien a mené tambour battant une campagne axée sur la thématique de l'immigration et de la sécurité. Réussissant ainsi à mobiliser l'électorat de droite dans un contexte européen marqué par la crise migratoire et préparant le terrain pour une alliance stratégique entre conservateurs et populistes.

Une victoire saluée par l'ensemble des forces conservatrices et souverainistes en Europe. Forces qui voient dans cette victoire un rejet par l'Autriche des politiques migratoires catastrophiques menées jusqu'ici par l'Union Européenne. Les analystes de la droite conservatrice française, tel Eric Zemmour (1), se félicitant d'une prochaine alliance entre libéraux et conservateurs autrichiens. Alliance illustrant selon eux la formule électorale gagnante que représenterait une « union des droites » contre l'immigration.

Pourtant, certaines informations disponibles sur le jeune leader libéral-conservateur projettent déjà quelques ombres sur le tableau idyllique qu'en dressent la droite conservatrice et les partisans d'une union entre droite libérale et nationaux-populistes.

Sebastian Kurz contre George Soros ?

Le résultat des élections autrichiennes a immédiatement été suivi par la propagation d'une rumeur médiatique faisant état d'une confrontation entre Sebastian Kurz avec le milliardaire

militant George Soros.

Une allégation complètement fausse, reprise et citée sans vérification par de nombreux médias souverainistes de tous types (2). L'origine de la diffusion de cette rumeur étant constituée par un unique article sans sources ni références, issu du site anglophone **yournewswire.com**. Un site internet dont le patron est l'histrion **Sean Adl-Tabatabai (3)**, célèbre en Angleterre pour avoir été l'un des premiers homosexuels à s'être marié publiquement au Royaume-Uni. Un site qui est connu pour être à l'origine de nombreux articles infondés. A toutes fins utiles, rappelons que ce Sean Adl-Tabatabai fut auparavant le webmestre du site tristement célèbre : **davidicke.com**. David Icke étant l'individu qui cherchera à discréditer l'anti-globalisme par ses conceptions délirantes sur un supposé complot international d'hommes reptiles extra-terrestres.

On peut légitimement penser que des sites tels que **yournewswire.com** jouent en fait un rôle précis dans la guerre de l'information dont l'internet contemporain est devenu l'arène. Yournewswire est typiquement le genre de sites conçus pour discréditer la réinformation sérieuse en diffusant un discours absurde, mêlant le vrai au faux. Ce genre de site étant aussi utilisé par les géants de l'internet et des médias pour justifier toutes les législations liberticides mises en place contre la diffusion de fausses nouvelles (*fake news*).

Sebastian Kurz et l'ECFR

Mais revenons à Sebastian Kurz, car le plus étonnant n'est pas dans cette « fake news ». Car non seulement Sebastian Kurz n'a pas menacé George Soros et l'Open Society de mesure de rétorsions de la part de son gouvernement **mais le futur plus jeune chef d'État du monde appartient en fait à l'ECFR : European Council on Foreign Relations**. Un think-tank européiste de haut niveau, fondé sous l'impulsion de George Soros lui-même et financé en grande partie par l'Open Society Foundations. Une information confirmée par la simple lecture du portail internet de l'ECFR où l'on retrouve son nom parmi la liste des membres autrichiens :

« <http://www.ecfr.eu/council#austria> – Sebastian Kurz – Federal Minister for Europe, Integration and Foreign Affairs »

Parmi les membres de l'ECFR on retrouve aussi Wolfgang Schüssel, ancien chancelier fédéral d'Autriche, qui avait lui aussi réalisé en 1999 une entente gouvernementale entre libéraux conservateurs et populistes. Populistes dirigés à l'époque par le célèbre Jörg Haider. Une alliance qui avait fait grand bruit et avait entraîné une campagne médiatique massive contre l'Autriche.

La réalité se trouve donc à rebours de la rumeur venue brouiller récemment la réinfosphère. **Mais il ne s'agit pas de tomber dans l'excès inverse et d'imaginer Sebastian Kurz comme un simple pion de George Soros, ceci dans une vision complotiste de la politique.** En tant que ministre d'un gouvernement européen, il est assez logique que Sebastian Kurz participe de think-tank d'importance comme l'ECFR. Pour autant, il est aussi crucial de rappeler le rôle central que jouent les réseaux Soros au sein de l'ECFR et plus encore le rôle que joue ce think-tank dans la politique européenne actuelle, notamment en matière d'immigration massive et imposée.

L'ECFR un think-tank fondé par George Soros

Un article du journal Libération d'octobre 2007, intitulé « *Soros milite pour une politique étrangère européenne* » exposait à l'époque les origines de l'ECFR (4) :

« Le richissime financier américain d'origine hongroise, George Soros, estime nécessaire que l'Union européenne devienne un acteur de poids sur la scène mondiale. violemment critique de l'administration Bush, opposant à la guerre en Irak, l'homme qui a eu la peau de la livre Sterling en septembre 1992, estime que seuls les Européens peuvent offrir une alternative crédible à la puissance impériale américaine. Il parraine donc le lancement, aujourd'hui, d'un « think tank » paneuropéen qui est aussi un lobby dont le but est de contribuer à créer une politique étrangère véritablement

commune : le « European Council on Foreign Relations » (ECFR) »

L'ECFR se veut être un lobby pan-européiste puissant, rassemblant des membres influents du monde de la politique, des affaires, des médias et du monde militaire :

« Le Conseil de l'ECFR est l'expression la plus forte et la plus visible de notre identité paneuropéenne. Il est composé de ministres des affaires étrangères, d'anciens premiers ministres, de parlementaires nationaux et du parlement européen, de commissaires européens, d'anciens secrétaires généraux de l'OTAN, de penseurs, journalistes et chefs d'entreprise. Les membres du Conseil nous aident à européaniser les conversations nationales sur les priorités et les défis de la politique étrangère de l'UE. » (5)

Parmi ses membres français on y retrouve des personnalités politiques et médiatiques influentes telles que : Bernard Kouchner, Pascal Lamy, Bruno Le Maire, Pierre Moscovici, Christine Ockrent ou Laurence Parisot. (6)

L'ECFR présentait dès sa fondation une profession de foi européiste et globaliste sans équivoque :

*« * coopérer de manière plus efficace au sein des institutions multilatérales telles que l'ONU, la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC, afin de renforcer la puissance collective de l'Union européenne*

** respecter l'engagement de l'UE à maintenir une perspective d'intégration pour la Turquie et les pays des Balkans occidentaux afin d'encourager leur développement politique, économique et social;*

** renforcer les incitations – tels l'octroi de visas et l'accès au marché – offertes aux proches voisins de l'UE pour mieux les ancrer dans la sphère d'influence de l'Union européenne;*

** conditionner d'avantage les échanges commerciaux et l'aide*

européenne – comme les douze milliards d’euros versés au titre de la politique de voisinage et les 22 milliards d’euros d’aide au développement dans le cadre des accords de Cotonou – aux réformes politiques dans les pays concernés;

** soutenir les valeurs européennes par tous les leviers du pouvoir européen, sans exclure, en dernier recours, la force militaire pour arrêter un génocide ou prévenir une catastrophe humanitaire en Europe ou ailleurs dans le monde. » (7)*

Parmi ses soutiens financiers et donateurs on retrouve des ministères des affaires étrangères et des ambassades de nombreux pays européens, des organismes européens tels que le Commissariat à l’Energie Atomique et aux énergies alternatives (CEA) mais aussi l’OTAN ou l’Atlantic Council et bien sûr des fondations non gouvernementales comme l’Open Society de George Soros ou la fondation Rockefeller. Font aussi partie des donateurs de l’EFCR, de grandes sociétés privées tels que Orange ou Allianz. L’Open Society étant l’un des principaux contributeurs initiaux de l’ECFR. (8)

L’ECFR : un CFR pan-européiste

George Soros est l’un des principaux créateurs de l’EFCR qu’il a conçu dès le départ comme une version européenne du célèbre **Council On Foreign Relations (CFR)**. CFR américain dont fait aussi partie George Soros.

En avril 2016, l’analyste et géopoliticien américain William Engdahl évoquait l’ECFR et le CFR dans l’un de ses articles :

« Le CFR est le think-tank créé par les banquiers Rockefeller et JP Morgan pendant les pourparlers de paix du traité de Versailles, en 1919, afin de coordonner une politique étrangère mondiale anglo-américaine. » (9)

Le CFR regroupe en fait certaines des personnalités les plus importantes du monde américain de la finance et de la politique et donne le ton de la politique étrangère depuis la fin de la première guerre mondiale. Il peut être considéré

comme l'une des instances les plus influentes de la puissance impériale américaine depuis près d'un siècle. Version européenne du CFR, l'ECFR est basé à Londres et a comme co-président Joschka Fischer, l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères du Parti Vert. *« Celui qui a obligé son parti à soutenir le bombardement illégal par Bill Clinton de la Serbie, sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies. »* comme le rappelle judicieusement Engdahl. **(10)**

Et Engdahl de poursuivre : *« Les autres membres de l'ECFR sont l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Xavier Solana ; le plagiaire déshonoré et ancien ministre allemand de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg ; Annette Heuser, directrice exécutive de la Bertelsmann Stiftung à Washington DC ; Wolfgang Ischinger, président de la Conférence sur la sécurité de Munich ; Cem Özdemir, président de Bündnis90 / Die Grünen ; Alexander Graf Lambsdorff du Parti libéral allemand (FDP) ; Michael Stürmer, correspondant en chef de Die Welt ; Andre Wilkens, directeur de la Fondation Mercator ; Daniel Cohn-Bendit du Parlement européen. »*

L'ECFR, à l'image de son parrain américain (CFR), se révèle ainsi être un lieu de collusion d'élite entre journalistes influents, banquiers, hommes politiques et militaires de l'OTAN. Le concevoir comme un outil pour l'indépendance européenne, tel que le présentait George Soros à sa création s'avère dès lors une gageure voire une pure mystification.

L'ECFR et l'agenda immigrationniste de l'Union-Européenne :

Dans ce même article, William Engdahl évoquait le rôle joué par l'ECFR dans la crise migratoire en méditerranée au travers de l'ESI (European Stability Initiative) ; un autre think-tank euro-globaliste lié de près à l'ECFR et à l'Open Society de Soros :

« Le 8 octobre 2015, au milieu de la vague créée par des centaines de milliers de réfugiés inondant l'Allemagne, la

chancelière allemande Angela Merkel proclama, au cours d'un programme populaire de télévision allemande : « J'ai un plan » (...) Ce que la chancelière allemande n'a pas dit aux téléspectateurs, c'est que son plan lui avait été fourni seulement quatre jours plus tôt, le 4 octobre, dans un document déjà intitulé **le plan Merkel**, par un think-tank international nouvellement créé et largement financé, appelé : **l'Initiative de stabilité européenne ou ISE (ESI – European Stability Initiative)** (11)

Le site internet de l'ISE indique qu'il possède des bureaux à Berlin, Bruxelles et Istanbul. L'actuel président de l'ISE, qui est directement responsable du document intitulé Plan Merkel, est un sociologue autrichien basé à Istanbul, **Gerald Knaus**. Knaus est également membre de l'**ECFR – Conseil européen des relations internationales (European Council on Foreign Relations)** et membre de l'**Open Society**. »

La lecture de nombreux articles du site de l'ECFR confirme les liens entre ESI et EFCR :

« (...) Gerald Knaus, Président fondateur de l'European Stability Initiative (ESI) et membre du conseil de l'ECFR. (...) Gerald Knaus a également participé à deux événements organisés par les bureaux de Berlin et de Varsovie de l'ECFR, dans le cadre des séries sur les migrations. C'est pour faire suite à ces deux événements que le bureau de Paris aura le plaisir d'accueillir M. Knaus dont la présentation portera essentiellement sur les itinéraires empruntés par les migrants en mer Egée et en mer Méditerranée. » (12)

L'ESI qui se définit comme « le think-tank européen pour l'Europe du Sud-Est et l'élargissement de l'UE » ne cache pas ce qu'elle doit à l'Open Society :

« L'Open Society Foundations soutient notre travail visant à promouvoir la réforme des principales institutions européennes ainsi qu'à assurer une réponse plus solide aux violations des

droits de l'homme, notamment les détentions à motivation politique ou encore la torture (...) L'Open Society Institute était un bailleur de fonds majeur, soutenant également le renforcement des capacités dans le Caucase. » (13)

Rappelons ici les points principaux du plan Merkel / ESI visant à accueillir les migrants qui fuyaient la Syrie mise à feu et à sang par les « rebelles » que soutenaient les gouvernements occidentaux :

« Nous proposons un accord immédiat entre l'Allemagne et la Turquie sur les points suivants:

– L'Allemagne devrait accepter d'accorder l'asile à 500 000 réfugiés syriens enregistrés en Turquie au cours des 12 prochains mois.

– L'Allemagne s'attend déjà à ce que de nombreux réfugiés arrivent chez elle. Mais plutôt que d'attendre qu'ils entreprennent un voyage périlleux à travers la mer Egée et les Balkans occidentaux, l'Allemagne devrait accepter les revendications de la Turquie à travers un processus ordonné et assurer un transport sécurisé aux candidats retenus. L'offre devrait être limitée aux réfugiés syriens déjà enregistrés auprès des autorités turques, Afin d'éviter de créer des incitations pour de nouveaux flux migratoires en Turquie. D'autres États membres de l'UE devrait participer à ce plan.

– En contrepartie, à partir d'une date spécifiée, la Turquie devrait accepter de reprendre tous les nouveaux migrants cherchant à atteindre la Grèce depuis son territoire. Cela réduirait rapidement le flot de bateaux traversant la mer Égée à un ruisseau.

– L'Allemagne devrait accepter d'aider la Turquie à obtenir un statut de voyage sans visa pour 2016. » (14)

Peu de temps auparavant, George Soros avait lui-même proposé sur son site officiel un plan à l'origine de l'Initiative de

Stabilité Européenne repris ensuite par Angela Merkel et influencé par l'ECFR. Le plan de Soros intitulé « *Rebâtir le système du droit d'asile* » donnait en fait les directives à suivre pour que l'Europe ne soit plus qu'un couloir de passage ouvert à tous les vents de toutes les migrations possibles venues d'Afrique et d'Orient.

Le but de ce plan n'était pas du tout de freiner les flux migratoires mais au contraire de les accompagner depuis leur source jusqu'à leur arrivée. Soros demandant à l'Union-Européenne de s'organiser pour aller quasiment chercher elle-même les migrants :

« L'UE a désormais besoin d'un plan global de réponse à cette crise, qui réaffirme l'efficacité de la gouvernance sur les flux de demandeurs d'asile, afin que les migrations puissent s'effectuer dans l'ordre et la sécurité, à un rythme adapté aux capacités européennes d'absorption des réfugiés. Afin d'être complet, ce plan devra s'étendre au-delà des frontières de l'Europe. » (15)

On peut retrouver ce plan sur le site de George Soros. Il y explique comment l'union européenne devra accepter au moins 1 million de demandeurs d'asile par an, répartis équitablement entre les pays membres mais aussi comment elle doit bâtir une « *Agence des migrations et du droit d'asile* » commune à tous les pays de l'UE et comment elle doit apporter son financement au pays du Moyen-Orient, comme le Liban, la Jordanie et la Turquie enfin de les aider à gérer les flux migratoires. Il y développe enfin l'idée que des couloirs humanitaires sécurisés doivent être établis afin d'aider les migrants à parvenir à leur destination finale en Europe. Couloirs humanitaires passant par la Grèce et l'Italie. L'étape suivante étant d'étendre ces couloirs jusqu'aux régions frontalières de l'UE. Tout ceci devant se faire en coopération avec l'agence de l'ONU pour les réfugiés (l'UNHCR). (16)

C'est le fameux « *plan Soros* » que dénonce régulièrement le gouvernement conservateur hongrois de Viktor Orbán. Ce dernier ayant récemment lancé une consultation nationale sur le plan Soros (17). Entamant ainsi un bras de fer avec l'Union Européenne et l'État parallèle que constituent les instances globalistes telles que l'EFCR, l'ESI ou même l'Open Society. Une confrontation opposant deux visions de l'avenir politique de l'Europe : celle d'une Europe où les États-Nations et la souveraineté ont encore leur mot à dire et celle d'une Europe de la « gouvernance » où des instances non élues planifient la vie de millions d'Européens et de migrants, ceci en dehors de tous les processus politiques et électoraux en vigueur.

Les libéraux-conservateurs contre la Société Ouverte ?

Dans ce contexte, la participation du prochain chancelier autrichien Sebastian Kurz à des instances comme l'ECFR pose question. Comment dès lors, l'Autriche pourrait-elle imposer un agenda anti-immigrationniste sans se heurter aux vues et objectifs et aux intérêts transnationaux de lobbys tels que l'EFCR ?

Un clivage se fait-il jour à l'intérieur du leadership européen entre les partisans d'une société ouverte intégrale et ceux qui, par réalisme économique ou sécuritaire, en viendraient à soutenir un « aggiornamento » en matière de politique migratoire ? Sebastian Kurz et son gouvernement chercheront-ils à s'émanciper de l'idéologie et des objectifs globalistes qui pilotent l'UE ou assisterons-nous à l'une des nombreuses démissions à laquelle la droite libérale nous a habitués en Europe Occidentale ?

Est-il même seulement possible pour l'Autriche de techniquement s'opposer aux injonctions immigrationnistes de

l'Union-Européenne ? Peut-être que de bénéficier de leviers internes au sein d'instances comme l'EFCR pourrait justement l'y aider. A l'image de Viktor Orbán et de son parti le Fidesz qui avaient bénéficié à l'époque du communisme de l'appui des fondations Soros et qui aujourd'hui se confrontent durement aux réseaux Soros (18). Identifiant désormais l'ennemi des libertés non plus dans le communisme mais bien dans le libéralisme sans frontières et sans contrôle des tenants de la société ouverte.

L'avenir nous dira quelle option l'emportera. Toujours est-il qu'il est de plus en plus visible que les destinées européennes se décident ailleurs qu'au sein des institutions politiques validées par les processus électoraux. La classe politique européenne apparaissant toujours plus comme le simple organe de transmission de décisions prises au sein d'institutions d'influence non élues. Au sein de ce que l'on peut considérer être, si ce n'est un « État profond » euro-globaliste, au moins un État parallèle.

État parallèle qui rapproche toujours plus le spectacle de la politique parlementaire aux ombres vaines de la caverne de Platon. Spectacle dont il s'agit de s'extraire afin de sonder les véritables instances de décisions de notre époque.

Pierre-Antoine Plaquevent

(1)

<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/2017/10/20/31002-20171020ARTFIG00071-eric-zemmour-kurz-n-est-pas-en-meme-temps-de-gauche-et-de-droite-mais-franchement-de-droite.php>

(2)

<https://meta.tv/autriche-kurz-chasserait-soros-tu-as-28-jours-pour-partir-2>

<http://www.medias-presse.info/lopen-society-de-george-soros-chasse-dautriche/81967/>

<http://www.ilgiornale.it/news/cronache/se-kurz-sfratta-george-soros-dallaustria-1454939.html>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/10/23/autriche-kurz-chasserait-soros-tu-as-28-jours-pour-partir/>

(3) <http://yournewswire.com/youngest-leader-george-soros/>

<https://www.thetimes.co.uk/article/mother-churns-out-stories-for-master-of-fake-news-fcmzc05sx>

(4)

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2007/10/02/soros-milite-po/>

(5) <http://www.ecfr.eu/council/members>

<http://www.ecfr.eu/about>

(6) <http://www.ecfr.eu/council/members>

(7)

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2007/10/02/soros-milite-po/>

(8) <http://www.ecfr.eu/about/donors>

(9) <http://lesakerfrancophone.fr/complots-a-ciel-ouvert>

(10) <http://lesakerfrancophone.fr/complots-a-ciel-ouvert>

(11) <http://lesakerfrancophone.fr/complots-a-ciel-ouvert>

(12) http://www.ecfr.eu/events/event/itineraires_de_migrants_a_travers_les_mers_egee_et_mediterranee

(13) <http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=65>

(14) Le plan Merkel :

http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=156&document_ID=170

<https://www.balcanicaucaso.org/aree/Turchia/ESI-ecco-Il-piano->

Merkel-164860

<http://www.esiweb.org/pdf/ESI%20-%20The%20Merkel%20Plan%20-%20Compassion%20and%20Control%20-%204%20October%202015.pdf>

(15) et (16) Le plan Soros :
<https://www.project-syndicate.org/commentary/rebuilding-refugee-asylum-system-by-george-soros-2015-09/french>

<https://www.georgesoros.com/2015/09/26/rebuilding-the-asylum-system/>

(17)
<https://visegradpost.com/fr/2017/10/05/hongrie-consultation-nationale-contre-le-plan-soros/>

(18)
https://www.lesechos.fr/18/01/2012/LesEchos/21104-036-ECH_viktor-orban-l-infrequentable.htm

Source

: <https://www.geopolitica.ru/fr/article/enquete-exclusive-queles-liens-unissent-sebastian-kurz-et-les-reseaux-soros>